

Juin 2012 N° 54

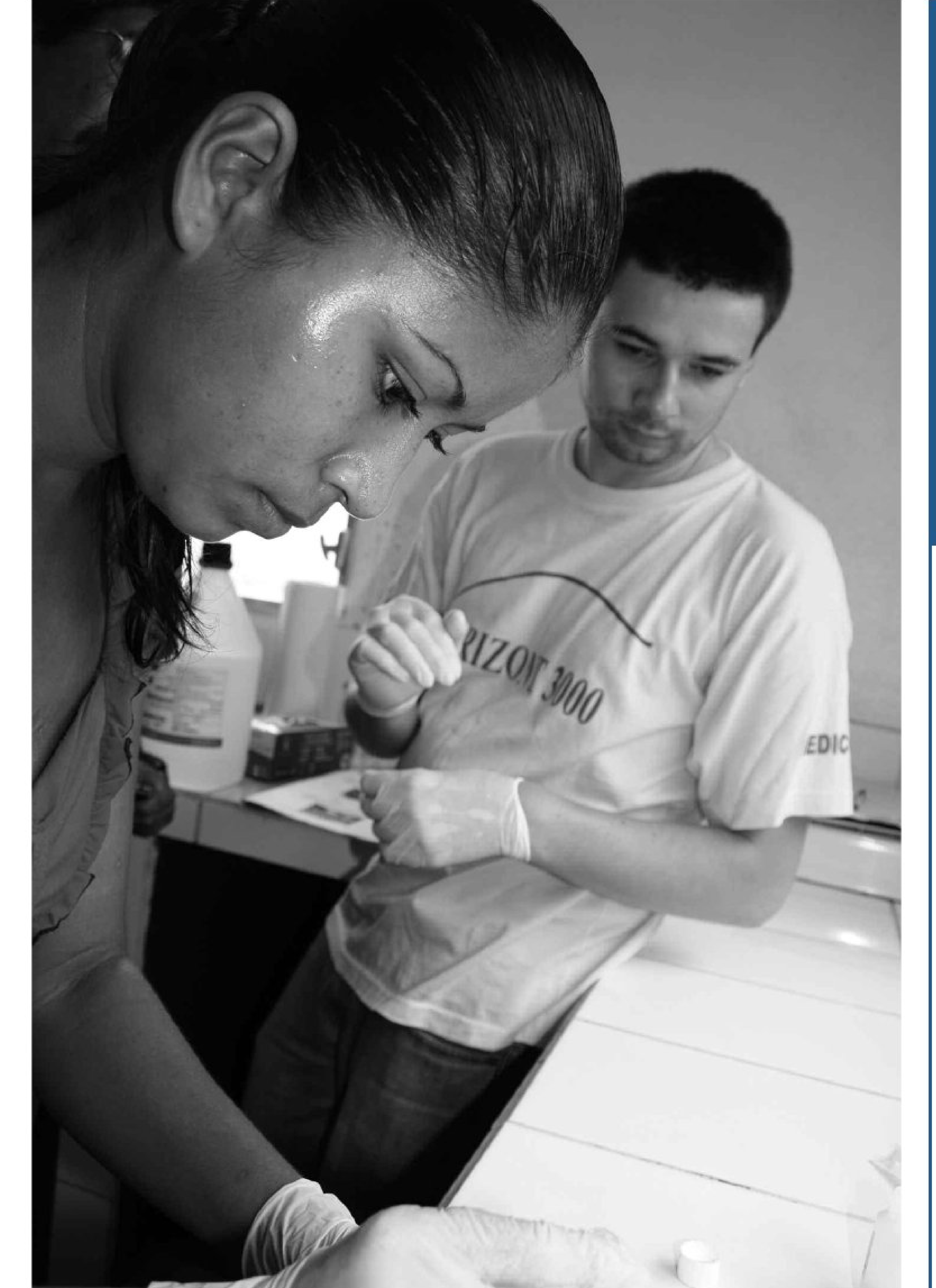


Photo : Cédric Reichenbach

Sommaire

Editorial
Haïti Les déplacés internes
PAIS, le programme d'appui à l'insertion sociale
Faire entendre sa voix, un théâtre d'intervention à Désarmes
Départ Daniela
Réseaux Réseauter pour dépasser la haine

Editorial

Toujours en mouvement

On attend du volontaire qu'il fasse du renforcement institutionnel, c'est-à-dire appuyer les organisations partenaires d'Eirene Suisse au niveau technique, méthodologique, organisationnel, de la communication, et de favoriser la mise en réseau. Cela signifie mettre à disposition ses connaissances et ses compétences pour contribuer à consolider l'institution au sein de laquelle il aura été intégré. Après son passage, cette dernière devrait disposer de nouveaux outils lui permettant de poursuivre, de façon optimisée, la mission qu'elle s'est donnée.

Avant leur départ, les volontaires sont briefés: «Vous devrez faire avec et non pas pour»; en d'autres termes, ils ne devront pas se substituer aux acteurs locaux.

Cela semble évident, dans l'absolu, dans une situation où tous les paramètres seraient définis et connus d'avance, maitrisés et intégrés à la stratégie et la planification de l'organisation partenaire. Mais ce n'est pas toujours le cas, loin s'en faut: retrait de bailleurs de fonds, changement au niveau politique, catastrophe naturelle, etc… Et c'est ainsi que le volontaire est souvent amené à moduler son appui durant le cours de son affectation: savoir faire avec bien sûr, mais savoir faire «tout court» et agir car cela s'avère nécessaire; savoir montrer, savoir transmettre; savoir ne rien faire aussi, savoir prendre le temps, savoir observer pour adapter, savoir offrir son regard extérieur, savoir venir en appui, le temps que le partenaire trouve et mette en place ses propres ressources et développe la confiance indispensable en ses propres capacités; savoir donner un élan parfois, mais en respectant une règle d'or: ne pas vouloir à tout prix changer le cours des choses contre la volonté des autres.

Mahjid Rahnema l'explique très bien: «Il m'a fallu plus d'un demi-siècle pour comprendre que toute intervention avait une dimension sacrée et qu'il fallait multiplier les précautions pour éviter des réactions souvent imprévisibles. La vie m'a appris à reconnaître la très grande sagesse du principe du „Wu Wei", principe qui consiste non pas à imposer à ce qui est un cours volontariste et irrespectueux de sa dynamique interne, mais à lui porter une attention totale, c'est-à-dire une attention suffisante pour lui permettre de mieux se développer.» [1]Ce qu'écrit Rahnema s'applique parfaitement au travail du volontaire.

Le renforcement institutionnel est un processus à la fois très simple et très subtil, toujours en mouvement. Ce cheminement aux côtés de l'organisation partenaire va nécessiter de la part du volontaire non seulement des capacités d'observation, d'écoute, d'analyse et de communication mais aussi une grande humilité. Cela vaut également pour nous, organisation d'envoi.

B. Faidutti Lueber

1 Majid Rahnema, «Quand la misère chasse la pauvreté», Babel, 2009

Les déplacés internes

Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) est une plateforme d'associations née en 1991, traditionnellement active dans la défense des droits des rapatriés haïtiens depuis la République dominicaine. Actuellement, tout en continuant son travail à la frontière, le GARR défend aussi les droits des déplacés internes en Haïti, dont les conditions de vie instables rendent difficiles les possibilités de réinsertion. Le GARR, que ce soit avec les rapatriés, les réfugiés ou les déplacés internes, travaille sur plusieurs axes: plaidoyer, assistance légale, capacitation des organisations, assistance humanitaire et réinsertion. Céline Maye appuie depuis quelques mois l'équipe du GARR qui gère un projet de réhabilitation des personnes déplacées, habitants des camps de Port-au-Prince, tout en soutenant l'organisation au niveau institutionnel.



Photo: GARR

Suite au séisme, 1 million et demi de personnes se sont retrouvées sans abris, dans les camps de la capitale haïtienne, tandis que 600 000 rejoignaient d'autres régions du pays. Tous les espaces libres de la ville se sont remplis d'abris de fortune. Dans certains camps, comme c'est le cas pour ceux du quartier dans lequel se situe le bureau du GARR, des comités se sont formés spontanément pour y organiser la vie: gestion de l'eau, élaboration de demandes aux ONGs pour installer des latrines ou des douches, organisation de la sécurité, etc.

En novembre 2011, on comptait encore plus de 500 000 personnes dans les camps de Port-au-Prince. Début 2012, plusieurs camps emblématiques ont été vidés par un programme du gouvernement et de l'ONU (Place St-Pierre et Place Boyer à Pétion-Ville, une grande partie du Champ-de-Mars où se trouve le Palais National, le camp jouxtant l'aéroport). Les personnes ont reçu de l'argent pour payer un loyer pendant un an ou ont bénéficié de travaux pour réparer leurs maisons. Certaines informations nous indiquent pourtant qu'une partie de ces gens se sont réinstallés dans d'autres camps.

La récupération de ces espaces vides, nécessaire aussi pour les habitants d'une Port-au-Prince engorgée, occulte cependant le fait que, si les camps sont moins visibles, des centaines d'entre eux existent toujours et ne reçoivent plus de soutien. Pire, les menaces d'expulsion se multiplient, parfois accompagnées d'incendies volontaires.
Le GARR demeure vigilant, enquête, informe dès qu'une nouvelle lui parvient et continue son travail de plaidoyer pour le droit au logement[1].

Le camp KID
Deux ans après le séisme certains des logements de fortune se sont solidifiés. C'est le cas d'un terrain situé à côté du GARR, par exemple, qui hébergeait le local d'un parti politique dont le camp porte désormais le nom.
Plus de 400 familles vivent encore au camp KID, la plupart provenant du quartier, et les liens avec le GARR sont étroits. Les habitants du camp viennent régulièrement exprimer leurs problèmes et participent à toutes les activités (conférences, animations, etc.) organisées dans nos jardins.

Certaines «maisons» se vident parfois de leurs habitants, qui ont eu l'opportunité de rejoindre leur ancien logement, réparé, mais elles trouvent rapidement de nouveaux occupants. Si les conditions de vie dans le camp sont loin d'être idéales, les gens s'y sentent, parfois, plus en sécurité que dans les abris posés sur leur terrain, construits selon des modèles-types. Sans qu'ils soient consultés.

Des maisons et du football
Il y a quelques jours, les membres du comité du camp KID ont demandé au Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) du soutien pour construire des douches (les 8 qu'ils avaient sont détruites), acheter des bâches (depuis que la saison des pluies est revenue, de nombreux habitants ne dorment pas la nuit car l'eau coule par trombes) et... une télévision pour regarder les matchs de la Coupe d'Europe.
Devant ma mine incrédule, Colette Lespinasse, la coordinatrice du GARR, me rappelle que les gens ont aussi besoin d'espaces de détente, alors qu'ils vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Juste.

Précisément, depuis que le GARR soutient les déplacés internes dans leur lutte pour le droit au logement, il garde toujours un équilibre entre l'assistance, le soutien psychosocial -qui intègre des activités ludiques- et l'appui au renforcement des capacités. Des activités créatives pour les enfants (« Klib timoun») aux formations en droits humains (genre et droit au logement en tête), en passant par la recherche de solutions urgentes pour les déguerpis[2], l'équipe d'animateurs active à Port-au-Prince se tient depuis deux ans aux côtés des milliers de déplacés du quartier de Christ-Roi, aujourd'hui encore, alors que la plupart des ONGs ont quitté les camps pour les quartiers.

Ce travail porte des fruits, même s'ils murissent lentement. De plus en plus, ce sont les habitants des camps qui prennent des initiatives et élèvent la voix pour raconter leurs conditions de vie. Par exemple, le 29 mars dernier, 25e anniversaire de la Constitution, plusieurs centaines de déplacés ont parcouru le centre-ville jusqu'au parlement pour amener une pétition à leurs autorités, rappelant que l'article 22 de cette Constitution reconnaissait leur droit à un logement décent. A cette occasion, ce sont les représentants des comités des camps eux-mêmes, et non plus l'équipe de communication du GARR, qui ont pris la parole face aux médias. L'impact de leur message a été d'autant plus fort.

Chez certains commence aussi à prendre naissance l'idée que des solutions alternatives à «chacun son logement» peuvent être trouvées. Ce qui tombe bien, le GARR vient d'accueillir un coopérant urugayen qui travaille depuis 30 ans dans une organisation de son pays qui a construit plus de 25000 logements coopératifs à Montevideo et ailleurs en Uruguay. C'est aussi là-dessus que nous allons travailler durant les prochains mois, pour renforcer ces associations

1 Vous trouvez sur le site du GARR de nombreux articles relatifs aux évènements qui touchent les camps, ainsi que sur les violations des droits humains à la frontière: www.garr-haiti.org

2 Régulièrement, les gens se font expulser des camps, parfois par la force, et leurs biens détruits.

dans les camps, qu'elles s'appuient sur leur base pour imaginer et proposer des solutions à la reconstruction de leur quartier. Pour commencer.

Le GARR et la journée des droits de la femme
L'approche genre est une évidence au GARR. Ainsi, traditionnellement, le 8 mars une série d'activités prend place dans toutes les zones de travail de l'organisation, soit à la frontière et à Port-au-Prince. Cette année, tandis que nombre de nos collègues se déplaçaient en province pour animer des ateliers sur le thème choisi («Fanm Ayisyen se potomitan nan sosyete ayisyèn an», les femmes sont le pilier de la société haïtienne), Colette, coordinatrice du GARR, Sanièce, animatrice, Josué, de la section communication et moi avons assisté aux évènements organisés par les associations de deux camps voisins.
En règle générale, la fête se célébrait dans notre jardin, avec un programme établi par le GARR, mais pour 2012, nous avons proposé aux associations d'organiser elles-mêmes un évènement. Réussite totale qui a permis de rassembler plusieurs centaines de personnes dans les deux camps pendant toute la journée, pour des réflexions et des intervalles culturelles. L'intervention du GARR consistait à inciter les participantes à réfléchir à leur rôle dans la construction du pays, elles qui manquent cruellement d'estime d'elles-mêmes.
Un exemple: alors que plusieurs d'entre elles venaient de raconter par le menu, heure après heure, toutes les activités réalisées en une seule journée, à la question: «combien d'entre vous travaillent?» aucune n'a levé la main. Y compris celles qui se lèvent à 5 heures du matin pour préparer leurs enfants pour l'école et faire à manger à leur époux, avant de partir au marché vendre de quoi nourrir leur monde.
Face aux femmes, dans les camps, Sanièce, oratrice née, dont la frêle voix lors de nos séances de travail me parvient à peine, prend son envol. Elle a interagi sur ce thème jusqu'à ce que les femmes réalisent, comme une évidence, qu'elles participent activement à la vie du pays. Nous espérons arriver à une réelle conscientisation.

Sanièce, animatrice au GARR
Sanièce fait sans conteste partie de ces gens qui ne travaillent pas au GARR par hasard. Dans sa commune d'origine, Savanette, proche de la frontière dominicaine, elle faisait déjà partie du comité des droits humains[3]. Bien qu'elle soit infirmière de formation, ce sont ces droits et, en particulier, la question du genre, qui l'intéressent. En juin, d'ailleurs, comme d'autres de nos collègues les années précédentes, elle participera à une session de formation sur ce thème au Canada.
Actuellement, la jeune femme de trente ans, mariée et enceinte de son premier enfant, travaille à 60% comme animatrice sur le projet protection et réhabilitation, où elle est particulièrement chargée d'organiser les formations pour les femmes déplacées (alphabétisation, sensibilisation au VIH/SIDA et planning familial, formation aux métiers de la construction).
Dans le futur, Sanièce espère repartir à Savanette, où elle dirige d'ailleurs, à distance, une école communautaire, et participer encore plus à la vie de sa commune en s'impliquant politiquement.
Comme avec elle, il m'arrive régulièrement de découvrir, au détour d'une discussion, que mes collègues sont très impliqués dans la vie de leur communauté, membre d'associations, pasteur d'une église, formateur en droits humains. Cela doit être vrai, cette phrase que j'avais entendue en Suisse: «Il n'y a pas beaucoup d'Haïtiens qui ont du travail, mais ceux qui en ont travaillent et s'impliquent souvent beaucoup...».

Céline Maye

Photo: Céline Maye

Le projet protection et réhabilitation
Une partie de mon travail au GARR consiste à appuyer l'équipe qui gère un projet dans les camps de Christ-Roi. Conscientisation au droit au logement, encouragement à la défense de leurs droits, formations (droits humains, prévention santé, métiers de la construction, alphabétisation), activités pour les enfants, plaidoyer sur le droit au logement sont différents axes du projet. L'équipe est constituée d'un officier de projet, d'une responsable du plaidoyer et de deux animateurs. Je les soutiens surtout pour la planification, le suivi et l'évaluation. Et j'espère pouvoir contribuer, aussi, au renforcement des associations des camps en animant prochainement des ateliers avec les déplacés internes. En mai, nous commençons avec l'organisation de femmes du camp KID, qui peine à renouveler son comité.

3 Le GARR appuie ces comités dans toute la zone frontalière. Ce sont eux qui soutiennet et accompagnent les victimes de violation des droits humains, les rapportent et assurent le suivi des cas.



Daniela, anthropologue sociale formée à l'Université de Fribourg, rejoint cet été le Centre d'Études et Information de la Femme Multiethnique de l'Université des Régions Autonomes de la cote caribéenne du Nicaragua, le CEIMM. Durant douze mois, Daniela doit aider le CEIMM, l'un des principaux acteurs de la région en matière de promotion des droits de la femme et d'étude des questions de genre, à capitaliser et diffuser ses expériences en la matière.

Fête de la musique à Genève les 22, 23 et 24 juin

Eirene Suisse cherche des bénévoles pour son stand. Merci de vous annoncer au 022 321 85 56 ou janisler@eirenesuisse.ch

Haïti

PAIS, le programme d'appui à l'insertion sociale

PAIS, le programme d'appui à l'insertion sociale, a commencé ses activités d'aide aux populations rurales de Cap-Haïtien et de la Grande Ravine vers les années 2000. Les activités de PAIS visaient alors la création et le renforcement des liens entre les populations locales et les autorités locales. Le tremblement de terre de janvier 2010 a conduit PAIS à augmenter ses activités: l'organisation a en effet offert un soutien psychosocial aux déplacés dans le Nord ainsi qu'aux ménages les accueillant. Elle a notamment mis en place des groupes de paroles et organisé des tournois de football pour que les victimes (directes et indirectes) du désastre puissent s'extraire de leurs traumatismes en participant à un une action collective. Forte de cette expérience de 2010 et 2011, PAIS essaye aujourd'hui de revenir à ce pourquoi elle a été créée en 2001, à savoir faire le lien entre les autorités locales et la société civile rurale de la Grande Ravine. Ceci passe par l'organisation de formations citoyennes pour sensibiliser la jeunesse et les adultes et faciliter ce dialogue avec les Autorités locales.

Plaidoyer pour un service de santé et de route

La communauté de Grosse Roche vit dans une zone rurale isolée. Il faut plus de 2 heures de temps pour atteindre la ville du Cap-Haïtien où on trouve les centres de santé les plus proches. C'est un problème en cas d'accident grave ou d'accouchement difficile: les personnes décèdent souvent en chemin. La raison de cette situation dramatique est que la route séparant Grosse Roche de Labruyère n'est pas carrossable.

Dans une démarche de médiation constructive, PAIS réfléchit actuellement aux méthodes possibles pour mobiliser les habitants, les acteurs non étatiques et les pouvoirs publics afin qu'ils collaborent sur les enjeux de développement de la zone parmi lesquels la route et la santé sont urgents et prioritaires.

La réflexion, à ce jour, est de faire participer au maximum les habitants, afin qu'ils prennent eux-mêmes en charge la mise en place et le maintien des services publiques de base manquants, dans un contexte où des facteurs externes empêchent, dans l'immédiat, toute autre solution venant de l'Etat. Les autorités locales de Grosse Roche ne disposent pas de moyens matériels et financiers suffisants pour impulser le chantier de la route. De même, on constate que dans cette communauté rurale de nombreux autres services publiques font défaut tels que la protection civile, les forces de l'ordre, l'eau et l'hygiène, l'aide sociale, l'éducation. Un important travail de conscientisation et de dialogue semble nécessaire entre la société civile et les pouvoirs publics dirigeant de la zone afin de dispenser ces services de base à la population. La présence de ce dispensaire de santé permettrait le suivi des habitants dans la distribution de leurs soins de base.



Photo : Clément Lachenal Chevallet

En vue de la création d'un dispensaire de santé permanent à Grosse Roche, PAIS et la société civile locale pensaient d'abord devoir faire du plaidoyer auprès des autorités locales et régionales tout en s'adressant à des bailleurs de fonds en Haïti. Si ces actions sont pertinentes, les acteurs non étatiques représentant les Haïtiens peuvent aussi participer à la création des services qui font défaut.

Construction de latrines

La vie rurale dans une zone tropicale vallonnée et isolée nécessite l'adaptation des personnes qui y vivent. Grosse Roche est parsemée de ruisseaux dont l'eau sert aux fins domestiques des ménages environnants depuis plus de 200 ans. Or, ces ménages, dont le niveau de vie est parfois très modeste, ne possèdent pas toujours de latrines sèchent. Les excréments, n'étant ni stockés, ni traités, polluent les nappes et la terre de la zone. L'eau pose alors un problème sanitaire évident.

Pour aider à remédier à cela, PAIS conseille 86 familles dans la construction de latrines sèches. Les familles prennent en charge elles-mêmes le forage de la fosse septique et la main d'œuvre complète. PAIS suit les travaux et les supervise les familles. Après avoir creusé la fosse dans une terre argileuse et rocheuse, chaque famille doit en bétonner les parois puis construire les murs de briques et la toiture de leurs futures latrines.

Dans cette zone de forêt tropicale montagneuse, le courant de l'eau amené par le dénivelé permet une évacuation souterraine des selles. Cependant malgré cet avantage naturel, il faut rappeler que cela n'empêche pas la pollution des nappes phréatiques ni celle des écosystèmes de surface. Toujours est-il que la construction, quasi autogérée, de latrines permet d'améliorer l'hygiène collective.

Projet d'intensification agricole «Kore Peyizan»

Les zones rurales enclavées haïtiennes sont confrontées à un exode rural croissant. Pour pallier au manque de main-d'œuvre, les paysans recourent à un système d'appui collectif: le premier jour, tous les agriculteurs travaillent sur la parcelle privée de l'un d'entre eux, lequel leur offre le déjeuner. Le jour suivant, ils passent chez un autre agriculteur du groupe et ainsi de suite. Cette méthode de culture maraîchère ancestrale haïtienne s'appelle le «kombit».

PAIS réfléchit depuis quelques années à des moyens de renforcer les communautés rurales comme celles de la zone de Grande Ravine qui ont besoin de cultiver leur terre pour survivre. Le projet Kore Peyizan a récemment débuté à la demande des paysans de la zone. Ce projet vise, dans un premier temps, le renforcement des capacités des agriculteurs, puis la mise en pratique de leurs


Photo: Clément Lachenal Chevallet

nouveaux acquis via une «école pépinière» où ils pratiqueront les techniques contemporaines de mise en culture et de conservation des sols. La conservation des sols est un problème sensible de la zone puisque l'érosion emporte fréquemment les récentes cultures, détruisant alors le travail de beaucoup d'agriculteurs.

PAIS, qui vient de financer les semences et plantules végétales à un groupe de paysans, entend donc transmettre ces «anciens» agriculteurs les progrès techniques pour une agriculture respectueuse de l'environnement adaptée aux conditions locales tout en gardant la méthode ancestrale du «kombit» pour conserver une agriculture solidaire, participative et cohérente.

Clément Lachenal Chevallet

Haïti

Faire entendre sa voix, un théâtre d'intervention à Désarmes

Basile Despland, anthropoloque engagé dans le tissu culturel vaudois, anime depuis l'été passé des ateliers de théâtre au sein de l'École professionnelle de Désarmes (EPD), un établissement géré par le Groupe d'Accord Solidarité Action (GASA). Au travers de ce moyen d'expression, les participants, élèves et enseignants s'approprient la parole, dénoncent, interrogent, éduquent dans une démarche citoyenne.

Dans le quartier de Delmas 29 à Port-au-Prince, au fond d'une rue poussiéreuse et relativement peu fréquentée, les bruits et la fureur de la ville au loin, le Petit Conservatoire des Arts et de la Parole partage un coin d'espace dans un bâtiment discret, unique école de formation à l'art du comédien en Haïti. Le toit, aujourd'hui refait en tôle, s'est effondré lors du séisme du 12 janvier 2010, la structure entière du bâtiment a été touchée et beaucoup de ressources de la médiathèque sont parties sous les gravats. Derrière des volutes de fumée et les exigences du métier, Daniel Marcelin, son directeur-fondateur[1], journaliste acerbe, comédien et fantastique metteur en scène haïtien, s'avise auprès des étudiant-e-s de première année un samedi pendant son cours d'expression corporelle: «Qu'est-ce que je suis pour vous? Ma mission ici n'est pas d'être un professeur! Quand vous êtes arrivés ici, je vous ai dit: vous allez voir ce que vous voyez, vous allez écouter ce que vous entendez. Vivre ses rêves, ça crée des communautés extraordinaires. Je suis là pour vous rendre attentif à ce à quoi vous ne portez pas attention. Tout est là».

Tout et rien de moins, tant notre présence au monde abonde d'un visible non vu, de recoins insondés et de moyens impérieux d'en faire un usage urgent, exceptionnel, rendant périmé le simple fait de se contenter de vivre. Pas de métaphysique transcendantale ni de sacralisation. Car si tout est là devant nos yeux, les rues de la capitale regorgent d'un trop-plein, obligeant à en faire quelque chose d'extraordinaire, de répondre à la démesure par la démesure. De quelle chaire est faite l'inspiration de toute expérience scénique? Quelle force contient cette expérience pour permettre de nouvelles perspectives sur la réalité? Au même titre que les questionnements actuels en Haïti sur la place et le rôle de la littérature comme expérience des limites, nous devons nous poser la question au sujet de la place du théâtre. Au comment dire l'indicible, l'impensé ou l'impensable pour l'écrivain se greffe la question de comment le jouer, le montrer, le monter, le mettre en scène? Comment faire voix? Comment les corps peuvent-ils raconter l'inénarrable?

Pratiques théâtrales à Désarmes

C'est en partie à travers ce cadre de questionnement qu'a été pensé, élaboré puis initié un projet portant sur les pratiques théâtrales d'intervention comme espace de citoyenneté et d'autonomisation auprès de jeunes et d'adultes de la communauté de Désarmes, dans le département de l'Artibonite. Ce projet est le fruit d'une collaboration avec un des partenaires locaux d'Eirene Suisse: le Groupe d'Accord Solidarité Action (GASA). Fondé par des Haïtiens formés à l'étranger (États-Unis, Canada, Suisse) et revenus dans leur communauté d'origine, GASA gère depuis 2009 un établissement d'une importance primordiale: l'École professionnelle de Désarmes (EPD) dans laquelle sont enseignés technique de génie civil, mécanique, plomberie, informatique, technique bancaire, de comptabilité et de gestion, agronomie et science de l'environnement. Parti de rien, l'organisation travaille d'arrache-pied sur de nombreux axes pour améliorer la situation sociale, économique et culturelle de Désarmes: former des professionnel-le-s, combattre le chômage endémique (en Haïti, 83% de la population) et redonner une chance au décollage économique de la région en créant lui-même des emplois pour les étudiant-e-s qu'il a formé, majoritairement dans les secteurs de l'agronomie et de la construction.

La première promotion, appelée «Lumière», de la volée 2009-2012 a eu lieu en avril. Lors de la remise des diplômes, la scène que le Groupe Théâtre-Forum de Désarmes a présentée -sur la question du rapport entre éducation et démocratie à travers l'histoire de l'impact d'une fraude électorale sur la qualité de l'enseignement d'un lycée régional et du refus de cette situation- a valu beaucoup de réactions dans l'audience, des éclats de rire aux menaces. «Nou gen yon teyat pou lave Ayiti epi pou nan mawon!» résument les membres du groupe après la cérémonie. «Le théâtre qu'on pratique ici depuis septembre c'est un théâtre qui nous permet de montrer la réalité et toucher tout le monde, il est direct avec la réalité et en même temps il est en fuite, il est à mettre en exil! Ce thème de la corruption concerne tout le pays!»

1 Daniel Marcelin est aussi membre fondateur du Festival de théâtre Quatre Chemins, vitrine de la création haïtienne, qui a lieu chaque année depuis 2003 et se déroule sur deux semaines entre l'Institut français, la FOKAL (Fondasyon konesans ak libète) et quelques autres lieux de Port-au-Prince.



Photo: Basile Despland

Le projet de cette nouvelle formation, qui se veut en partie basée sur les préceptes de l'éducation par l'art assemblés par l'UNESCO, s'est petit à petit mis en place à l'EPD, dessinant un groupe aux frontières mobiles avec des participant-e-s aux trajectoires de vie très différentes. De ces activités théâtrales sont nées deux entités distinctes regroupant une vingtaine de personnes: le Groupe Théâtre-Forum de Désarmes et la troupe de théâtre Vwa Dezam. Le premier est le résultat des ateliers de théâtre-forum menés depuis septembre 2011. Il travaille sur des animations et autres performances qu'il propose à la communauté depuis décembre 2011: les «Jeudi Forum» qui ont lieu chaque dernier jeudi du mois et les «Merveilleux Mercredi» qui ont lieu chaque mercredi au milieu du mois. La troupe Vwa Dezam s'est constituée à la suite d'un concours national (...) et travaille depuis sur des pratiques de jeux scéniques et d'interprétation plus large.

Un outil pour identifier et dénoncer ce qui ne va pas

Parent proche du théâtre guérilla et des autres formes de contre-cultures contestataires nées dans le contexte des années 1960 aux États-Unis (Living Theatre, San Francisco Mime Troupe, The Diggers, Bread and Puppet Theatre, etc.), fils légitime du Théâtre de l'Opprimé développé par Augusto Boal au Brésil et au Pérou durant la même période, le théâtre-forum est une forme de théâtre participative dont le moteur est de redonner au spectateur sa capacité d'agir en participant activement à la construction de la pièce, un spectateur qui se transforme ainsi, selon la formule consacrée depuis quelques décennies, en «spect-acteur». Son principe est simple: en atelier, les participant-e-s préparent une scène initiale qui sera jouée plus tard en spectacle interactif, selon des modalités et dans des contextes qui peuvent être très différents les uns des autres. Cette scène initiale est la formulation d'une question ou d'une thématique sur laquelle les membres du groupe se sont mis d'accord ensemble. Elle s'inspire de ce qui traverse leur quotidien et ordinaire. Certains théâtre-forum à l'EPD se sont par exemple basés sur des thèmes tels que le déboisement, la décentralisation, la représentativité politique ou encore l'exil forcé. C'est un outil pour «suivre tout ce qui ne marche pas dans la communauté et le mettre en face des yeux de tous», déclare Bezil, membre actif du Groupe Théâtre-Forum ainsi que de Vwa Dezam. Sandey, un autre jeune activiste, rajoute: «c'est voir et identifier le problème dans la communauté, le jouer et chercher une solution ensemble», et Wilga d'affirmer: «je suis entré dans ce groupe pour une formation en vue de connaître la manière dont nous pouvons vivre en société et appliquer des principes de base.»

Dans une deuxième phase, après plusieurs semaines de préparation et de maturation, vient le temps de la réalisation du spectacle interactif où la scène est jouée publiquement de sorte à ce que l'on puisse débattre de la question formulée à travers le jeu théâtral. La maquette est ainsi présentée une première fois pour que tout le monde puisse en prendre connaissance et déjà imaginer des alternatives, puis une seconde fois où les gens sont appelés à intervenir en remplaçant tel-le ou tel-le acteur-trice de son choix. Car si la proposition scénique du groupe donne l'impulsion première, beaucoup est attendu du public dont la participation, voire la responsabilité, est mise à l'épreuve pour trouver une alternative satisfaisante pour toutes et tous. La figure de spectateurs disparaît peu à peu des règles. Comme l'affirme Isaac, «on fait le théâtre-forum pour révolter la conscience du citoyen».

Que ce soit en atelier où nous partons d'une situation relationnelle dépouillée ou durant les «Jeudi Forum», tout l'enjeu est de faire apparaître les antagonismes sociaux, en l'occurrence ceux qui traversent la société haïtienne, pour pouvoir les discuter et les négocier. À la manière du travail de l'écrivaine haïtienne Yanick Lahens, pour nous il ne s'agit «non point d'accorder un privilège (car le privilège n'est pas généralisable), mais de donner l'occasion d'exercer un droit à des adolescents appelés à dessiner l'avenir.»

Parole et rencontre, une révolution

Actuellement, le Groupe Théâtre-Forum est en train de préparer son prochain «Jeudi Forum». À la place de faire venir les gens dans l'enceinte de l'école, il ira cette fois-ci à la rencontre de l'autre, réaliser l'événement dans la rue, là où on mange, où on célèbre, où on étudie, répondant à un souhait de beaucoup, dont Bezil, qui souligne: «on a besoin de quelque chose de révolutionnaire, on a besoin de faire une action révolutionnaire. Ce que je développe, c'est à travers le théâtre que je peux le faire. Il y a un paquet de choses qui se passe et contre lesquelles on a besoin de s'opposer. Contre ce qu'on ne peut pas aimer, on se révolte et notre révolte passe par une action publique et planifiée.»

Au théâtre, jouer consiste faire appel à sa propre expérience, à être réel, incarner un personnage et vivre des passions dans une relation intime avec le rôle, «préparer quelque chose pour l'existence et non pas seulement pour la scène» pour reprendre Stanislavski, celui à qui les pratiques théâtrales de tradition occidentale doivent presque tout depuis le début du XXe siècle. Ce n'est pas l'acteur, la pose ou les maniérismes que nous attendons mais l'humanité profonde de l'homme ou de la femme qui se montre tout en étant observateur de soi-même.

Pour Daniel Marcelin, le théâtre est avant tout une quête de citoyenneté. D'ailleurs, lorsqu'on vient lui proposer d'aller jouer dans les camps de déplacés qui abritent encore plus d'un demi-million de personnes, il prend clairement position contre. Il refuse de participer à la banalisation d'une situation censée être provisoire. «Il faut sortir ces gens des camps et non pas aller là-dedans!», clame-t-il. Quand on sait qu'une des caractéristiques de la vie dans les camps est précisément d'être

dénué de tout, d'être dans une forme de «vie nue», de ne plus avoir de droits politiques ni d'appartenir à une communauté politique, on comprend toute la cohérence de la position de Daniel Marcelin. Mais, faut-il le rappeler, à Port-au-Prince le bidonville est souvent l'alternative. Comment ne pas penser aux personnes qui survivent à Cité Soleil, La Saline, à Delmas 2, Delmas 4, Cité l'Éternel, Grande Ravine ou encore à Bel Air et vouloir les faire aussi sortir de leurs quartiers aux conditions infrahumaines?

Depuis douze ans d'existence, l'école de Daniel Marcelin n'a jamais reçu aucun soutien de la part de l'État haïtien et Bezil rêve d'être un révolutionnaire.

Basile Despland



*L'auteur tient à remercier ici Bastien Poscia dont la naissance du projet lui est redevable.



Photo: Basile Despland

Réseaux

Réseauter pour dépasser la haine

La parution du livre «Dépasser la haine, construire la paix. Témoignages de paix de la région des Grands Lacs», en novembre 2011, a connu un large succès auprès du public suisse et de la diaspora rwandaise, burundaise et congolaise. Pour accompagner la publication du livre dans les Grands Lacs, l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs, un réseau de leaders intermédiaires issus de la région qui sont engagés pour la promotion de la paix et du mieux-vivre ensemble et Eirene Suisse, ont co-organisé un colloque régional et interculturel du 1er au 3 mars dernier, à Bujumbura (Burundi).

Projet rare et ambitieux dans cette région si complexe et au passé si troublé… En effet, la situation demeure encore précaire et volatile dans de nombreux endroits et les tensions menacent à tout moment de resurgir en conflits. Les actions pour la paix et la réconciliation sont nombreuses, mais souvent isolées et mal connues. D'où l'intérêt de réunir ceux qui, au quotidien, travaillent à l'amélioration de la situation en cherchant à «tisser des liens d'humains à humains», comme le faisait feu le «père» de ce projet, Justin Kahamaile.

Pas moins d'une cinquantaine de personnes se sont réunies pour analyser et réfléchir, collectivement, sur les moyens d'actions qui existent ou peuvent exister dans la région pour dépasser les clivages, guérir les blessures et construire un mieux-vivre ensemble. Participaient à ce colloque des représentants d'institutions étatiques, des acteurs de la société civile, des responsables reconnus d'ONG, des militants des droits humains, des enseignants, des médecins et des journalistes issus des différentes communautés ethniques de la région, vivant sur place ou appartenant à la diaspora. Reconnaissant l'ampleur potentielle de l'impact de ce projet ainsi que la nécessité de travailler au niveau régional avec l'ensemble des acteurs de paix, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a parrainé le colloque et la DDC (Direction du Développement et de la Coopération suisse en était le principal soutien financier.

Photo: Patrick Matthey

Comme l'a rappelé Charles Rojzman, l'un des intervenants, «pour pouvoir dépasser la haine, il faut d'abord la comprendre». Le premier jour fût donc une journée de réflexion sur les causes universelles et parfois latentes de la haine. Par les témoignages et analyses qui ont été présentées, c'est la dimension universelle de la haine qui en est ressortie: qu'elle se situe au sein de la famille, ou des structures, qu'elle se situe en Europe ou dans les Grands Lacs, qu'elle se situe entre Tutsis et Hutus ou entre Kasaiens et Katangais, la haine est partout la même parce qu'elle se fonde sur des sentiments humains. Reprenant les travaux de l'IdG sur l'importance du partage de la parole, des témoins ont présenté leur vision de la haine et les stratégies qu'ils ont mises en place pour la dépasser. Ces interventions ont suscité de nombreuses réactions de la part des participants, chacun enrichissant ainsi la réflexion grâce à son expérience.

La seconde journée fût consacrée à la construction de paix. Les différentes présentations et discussions montrèrent que les travaux de l'IdG venaient compléter un bon nombre d'actions de paix et de collaborations déjà existantes au niveau régional. Sœur Deodata Bunzigiye, qui a récemment reçu le prix Confucius de l'UNESCO, croyait «rêver» en voyant tout le potentiel de ces «faiseurs de paix». Afin de favoriser les synergies entre tous ces acteurs, des groupes de travail thématiques ont été constitués, permettant ainsi à chacun d'apporter sa contribution à la recherche de pistes d'actions innovantes en faveur de la construction de la paix.

Le troisième jour, enfin, fut réservé à la réflexion des membres et sympathisants de l'IdG sur l'avenir et l'évolution de ce réseau, après 10 ans d'existence. Les participants rappelèrent l'importance d'échanger et de partager leurs expériences, ainsi que le besoin de créer des synergies au niveau régional et pas seulement national.

En marge du colloque, le livre et la démarche ont été largement médiatisés dans les trois pays de la région. En effet, de nombreuses radios et télévisions, dont les chaînes nationales burundaises et rwandaises, ont diffusé des reportages et interviews sur le projet, et ceci dans toutes les langues (kirundi, kinyarwanda, kiswahili, anglais et français).

Le livre a été distribué aux différents leaders intermédiaires actifs dans la promotion de la paix dans la région afin qu'ils puissent en faire un véritable outil de travail. Il est actuellement en vente à prix préférentiel dans les librairies de Bujumbura, Kigali et Goma. Jean-Pierre Lindiro Kabirigi, membre fondateur de l'IdG, s'exclamait une semaine déjà après la publication du livre dans la région: «ce livre a un effet magique! Partout où nous sommes passés pour le présenter, les gens ont tout de suite été captivés par le message dont il est porteur et l'ont acheté!». Nul doute qu'il connaîtra le même succès qu'en Europe où les stocks arrivent déjà à épuisement.

Il s'agit cependant de ne pas rester contemplatif devant ce qui a été accompli mais bien de profiter de cette dynamique suscitée par le projet «Dépasser la haine, construire la paix». Le réseau se réunira donc prochainement pour discuter des actions qui pourront être menées afin de poursuivre ce travail insatiable de promotion de la paix. En effet, comme l'a rappelé Laurien Ntezimana: «nous n'éliminerons jamais la haine mais nous pouvons l'endiguer; nous ne pouvons pas l'éradiquer mais nous pouvons la dompter». Dans cette perspective, les actes du colloque, qui seront prochainement publiés, pourraient permettre d'insister sur le message.

Patrick Matthey



Photo: Patrick Matthey

Retrouvez plus d'informations sur ce colloque, l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs et ses futurs projets sur le site **www.initiative-de-geneve.org**

En soutenant financièrement le travail des volontaires, vous aidez concrètement nos partenaires à œuvrer pour un monde plus juste.



Eirene Suisse
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: **Pour nous aider à couvrir nos frais de production l'abonnement passe à Frs 20.- 4 parutions par an**
Abonnement de soutien: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: C. Maye, C. Lachenal Chevallet, B. Despland, P. Matthey, M. Hess, B. Faidutti Lueber
Photos: C. Reichenbach, Los Angelitos, C. Maye, GARR, C. Lachenal Chevallet, B. Despland, P. Matthey
Traductions: B. Miglioretto **Relecture**: B. Faidutti Lueber, N. Rojas
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch





Juin 2012 N° 54

El Salvador

Ein Kampf den Menschen, die mit Behinderungen leben

Im April hat Maja Hess, die Präsidentin von Medico International-Switzerland, unsere Partnerorganisation Los Angelitos in El Salvador besucht. Hier ist ihre Aussage.

Die Rückkehr

Guarjila ist ein kleines Dorf im Departement Chalatenango, im Norden El Salvadors. 1986, Jahre nachdem die kleine Siedlung durch die Angriffe der salvadorianischen Armee komplett zerstört worden war, entschieden sich die ersten Familien, die in Honduras Zuflucht vor den kriegerischen Handlungen gefunden hatten, in ihre Dörfer zurückzukehren. Sie wurden dabei von nationalen und internationalen Organisationen begleitet, denn die Rückkehr war gefährlich und riskant. Ausserdem gab es keine Infrastruktur und keine Nahrung. Langsam und vorsichtig bauten die RückkehrerInnen ihr Dorf wieder auf. Ende 1990 habe ich als Vertreterin der medizinischen NGO medico international Schweiz das Dorf das erste Mal besucht. Seither ist unglaublich viel geschehen, das Dorf ist gewachsen, die Häuser sind kaum mehr aus Lehm, die Strasse wird immer breiter. Mitten im Dorf steht nun ein ansehnliches Gesundheitszentrum, gleich daneben das Rehabilitationszentrum mit einem Behandlungs- und einem Versammlungsraum.

Angelitos

Dieses Zentrum, einst als Behandlungsraum für kriegsversehrte Menschen gedacht, hat sich dank dem grossen Engagement der Organisation „Los Angelitos" und ihrer MitarbeiterInnen zu einem Kompetenzzentrum zur Behandlung von Kindern, Jugendlichen und Erwachsenen mit physischen und geistiger Behinderungen gewandelt. Mitte März dieses Jahres hatte ich erneut die Gelegenheit, die anspruchsvolle Arbeit der Physiotherapeutinnen und der Promotorinnen zu beobachten. Ich konnte mich dabei von den vielseitigen Fähigkeiten und der kompetenten Angehensweise der Mitarbeiterinnen überzeugen. Mit einfachen Hilfsmitteln, Kreativität und grossem Wissen behandeln sie die Kinder und Jugendlichen. Insbesondere bilden sie die Familienangehörigen aus, damit sie die Kinder fachgerecht zuhause weiterbehandeln können. Ohne die Mitarbeit der Familien ist eine effektive Behandlung der zum Teil schwer behinderten Kinder unmöglich. Die Familie für die Mitarbeit zu gewinnen, ist harte Arbeit. Zuerst muss die Scham überwunden werden, damit die Eltern sich überhaupt mit ihrem Kind in die Öffentlichkeit wagen. Ein behindertes Kind zu gebären ist stigmatisierend: weist dies doch (in den Augen vieler SalvadorianerInnen) auf eine Sündhaftigkeit oder ein Fehlverhalten der Mutter hin. „Los Angelitos" hat es in den letzten Jahren geschafft, den behinderten Menschen Schritt für Schritt ihre Würde zurück zu geben und ein Lachen auf ihr Gesicht zu zaubern. Dazu hat der Mut einiger Familienangehöriger beigetragen, die sich organisierten und sich mit ihren Kindern in der Gemeinde zeigten und gemeinsam einen Aufbruch wagten.



Photo: Los Angelitos

Belens Sohn

Belen kommt mit ihrem kleinen Sohn ins Centro de Rehabilitacion „Los Angelitos" in Guarjila. Carlitos kam mit einer schweren Behinderung, einem Wasserkopf, auf die Welt. Er ist deswegen gelähmt und ob er sehen und hören (?) kann, ist unklar. Vielleicht ist er 3 oder 4 Jahre alt. Seine Mutter legt ihn auf die Matte und beginnt, alle seine Körperteile durch zu bewegen. Gekonnt fasst die den kleinen Jungen an den Knien, biegt die Beine, bewegt die Hüftgelenke, die Knie- und Fussgelenke. Sie nimmt die kleine Kinderhand in die ihre und streckt und biegt Finger um Finger. Dina, die Promotorin kommt ihr zeitweise zu Hilfe, gibt ihr fachlichen Rat und hilft, bei der Arbeit. Schliesslich legt Belen den Jungen auf den grossen blauen Gymnastikball. Der Junge reagiert darauf mit einem Lachen, welches das ganze Gesicht erfasst. Er wirkt völlig entspannt und fühlt sich sicher, gehalten von den Händen seiner jungen Mutter. Belen kommuniziert mit ihrem Sohn und er reagiert emotional af ihre Nähe und Zuwendung. Reden kann er nicht und wird es wohl nie können. Dennoch sind seine Emotionen gut spürbar und geben Energie und Motivation, mit ihm täglich zu üben, zu bewegen, zu stimulieren. Belen hat von den Physiotherapie-Promotorinnen gelernt, wie sie mit der schweren Behinderung ihres Sohnes umgehen kann und wie sie ihn behandeln muss. Eine grosse Herausforderung für eine junge Mutter aus einem Bauerndorf in Chalatenango. Ihre Eltern haben noch Repression, Krieg und Vertreibung erlebt und überlebt. Wahrscheinlich ist Belen in den letzten Kriegsjahren auf die Welt gekommen, denn genau vor 20 Jahren wurden die Friedensabkommen unterzeichnet. Nebst alltäglichen Schwierigkeiten, Armut und Entbehrungen lasten auch die traumatischen


Photo: Los Angelitos

Erinnerungen an Verfolgung, Massaker, Verlust vieler Familienangehöriger auf den Menschen. Die Wunden des Krieges sind noch lange nicht geheilt, sie fangen erst an aufzubrechen.

Der Kampf gegen Depression und Gleichgültigkeit
In diesem Kontext arbeitet die Organisation „Los Angelitos". Carole, die in der Behandlung körperbehinderter Kinder spezialisierte Physiotherapeutin aus der Schweiz, hat mit ihren beiden Kolleginnen in El Salvador 12 Promotorinnen ausgebildet, welche wiederum an der Basis behinderte Kinder und Erwachsene behandeln und die Familienangehörigen instruieren, damit sie die wichtige tägliche physiotherapeutische Behandlung selber übernehmen können. Carole koordiniert die Arbeit, übernimmt Aus- und Weiterbildung, leistet wichtige strukturelle Arbeit und motiviert ihre Kolleginnen, kreative neue Ideen einzubringen und das erreichte auszubauen. Täglich motiviert sie ihre Kollegen und Mitarbeiterinnen, verleiht der Arbeit Sinn und Wichtigkeit. Dies kostet nicht zu unterschätzende Energie; denn in Nachkriegsjahren und mit Menschen, welche als Kinder oder Jugendliche den Krieg miterlebt haben, zu arbeiten, ist ein täglicher Kampf gegen Depression, Gleichgültigkeit, fehlendem Selbstwertgefühl und gegen die „inneren Monster", d.h. gegen flash-backs, Ängste, Vermeidungsstrategien, sozialem Rückzug und innerer Lähmung. Manchmal wirkt Carole müde, hat Zweifel. Aber das Lachen der Kinder, welche dank Caroles Arbeit ein Stück Welt entdecken können, das Glück, sich mit einem einfachen Hilfsmittel und viel Unterstützung nun selber bewegen zu können, der Sieg, auch als behinderter Mensch am Leben teilhaben zu können, sind ein Geschenk und verleihen der Arbeit Sinn und Wichtigkeit und geben neue Energie.

Medico international schweiz, das progressive medizinische Hilfswerk, für welches ich seit 1987 die Projekte in El Salvador begleite, unterstützt praktisch seit der Gründung von „Los Angelitos" ihre organisatorische und therapeutische Arbeit, genauso wie ihren sozial-politischen Kampf für die Rechte der Menschen, die mit Behinderungen leben. Überzeugt hat uns gerade die Synthese von therapeutischer/rehabilitativer Arbeit, Organisation und sozial-politischem Kampf. Somit werden die Menschen, welche Hilfe nötig haben und erfahren, nicht nur zum Objekt, welches passiv die NGO-Angebote annimmt, sondern zum handelnden Subjekt, zu Menschen, die mit Unterstützung der Organisation für ihre Rechte im medizinischen, sozialen, politischen und laboralen Bereich einstehen und kämpfen. Deshalb haben wir auch die „Expansion" von „Los Angelitos" in andern Departementen unterstützt, und nicht, gemäss NGO-Logik, primär an eine so genannte Exit-Strategie gedacht. Nur wenn es der Organisation gelingt, in verschiedenen Landesteilen Fuss zu fassen, kann sie auch politischen Einfluss auf die Sozial-Politik und die medizinische Versorgung behinderter Menschen ausüben. Dies ist „Los Angelitos" in den letzten Jahren erfolgreich gelungen. Günstig war der Machtwechsel 2009, als die rechte Regierungspartei ARENA ihre Macht an die linke Partei FMLN abgeben musste. Dies hat den Vertretern von „Los Angelitos" viele Türen geöffnet und sie können nun zusammen mit Repräsentanten verschiedener Ministerien die nationale Behindertenpolitik gestalten. Für medico sind die Entwicklung und der Erfolg von „Los Angelitos" beispielhaft, schafft es die Elternorganisation doch, eine Brücke zu schlagen zwischen unterstützendem und helfendem Angebot und einer substantiellen Veränderung, welche schliesslich in der nationalen Politik verankert werden soll. Ziel ist, dass die Regierung schliesslich die Organisation und die Kosten für die Rehabilitation behinderter Menschen vollumfänglich übernehmen wird. Dies scheint uns die einzig sinnvolle Exit-Strategie im Gesundheitsbereich.

Maja Hess

Indem Sie die Arbeit der Freiwilligen finanziell unterstützen, helfen Sie unseren Partnerorganisationen, sich für eine gerechtere Welt einzusetzen.



Daniela, Daniela machte ihren Abschluss in Sozialanthropologie an der Universität Freiburg. Sie wird diesen Sommer beim CEIMM - Multi-ethisches Frauenstudien- und Informationszentrum) an der Universität der Autonomen Regionen der Karibikküste in Nicaragua die Arbeit aufnehmen. Das CEIMM ist eine der wichtigsten Adressen in der Region, wenn es um Frauenrechte und Gender-Studen geht. Daniela wird das CEIMM während 12 Monaten mit ihren Erfahrungen und ihrem Fachwissen unterstützen.